

Format de citation

Thénault, Sylvie: Rezension über: Jim House / Neil MacMaster, Paris 1961. Algerians, State Terror and Memory, Oxford: Oxford University Press, 2006, in: ~ Annales. Histoire, Sciences Sociales, 2008, 3 - Empires coloniaux, S. 721-723, DOI: 10.15463/rec.1189720653

Annales

Histoire, Sciences Sociales

copyright

Cet article peut être téléchargé et/ou imprimé à des fins privées. Toute autre reproduction ou représentation, intégrale ou substantielle de son contenu, doit faire l'objet d'une autorisation (§§ 44a-63a UrhG / German Copyright Act).

tout en place afin de conserver le pouvoir, alors même que Washington précise que l'indépendance effective ne serait octroyée qu'une fois toutes les garanties démocratiques réunies. Opportuniste ou funambule, Quezon est le patron d'un système politique où s'entremêle démocratie occidentale et gestion politique locale, où les maîtres mots sont consensus et clientélisme. Malgré une image sulfureuse, qui n'est pas sans faire penser à celle de Ferdinand Marcos, Quezon arrive à rester accroché au pouvoir et il se fait même réélire en 1941. Cependant, l'occupation japonaise le contraint à l'exil.

Pendant cette troisième période, qui se poursuit jusqu'à sa mort à New York en 1944, Quezon continue d'incarner la nation philippine en lutte contre l'occupant. En se plaçant diamétralement à l'opposé du « collaborationniste pro-japonais » José Laurel (1891-1959), pourtant l'un de ses plus anciens et plus proches collaborateurs, Quezon réussit l'ultime pari, celui de ne pas voir ternir son image par celle d'apprenti dictateur tout en continuant à incarner celle de « Père de la Nation » bien qu'il ne proclamât jamais l'indépendance mais qu'il en incarnât le consensus.

À travers la complexité d'un homme, la finesse de son biographe fait apparaître toutes les subtilités du système particulier que fut le protectorat américain. On notera l'avance prise par Washington dans le processus d'auto-détermination de l'archipel et la rapidité avec laquelle est mise en place la philippinisation des cadres. Les avancées démocratiques – loin d'être satisfaisantes – n'en sont pas moins spectaculaires au point d'inquiéter les administrations des colonies voisines d'Asie du Sud-Est. On comprend ainsi davantage encore (et pas seulement du fait de la seule politique internationale wilsonienne) que les États-Unis purent servir – en Asie – de contre-modèle colonial, au point de symboliser de 1909 à 1940 un modèle réussi d'association politique. Manuel Quezon en étant finalement l'incarnation. Cet homme à la frontière de plusieurs mondes a su gérer au mieux l'espace qui lui était accordé dans le cadre de la domination pour inventer un système spécifique en adéquation avec sa personnalité. Icône nationale, il incarne aussi paradoxalement une certaine

forme de résistance de la tradition face à la modernisation occidentale, devenant une des figures de ce que l'on appelle aujourd'hui « l'asiatisme ».

JEAN-FRANÇOIS KLEIN

Jim House et Neil MacMaster

Paris 1961: Algerians, state terror and memory

Oxford, Oxford University Press, 2006, 375 p.

Jim House et Neil MacMaster ont associé leurs compétences pour se livrer à une large investigation sur l'événement du 17 octobre 1961. Spécialiste de l'histoire des migrants algériens en France et plus particulièrement de leur encadrement policier, N. MacMaster a pris en charge la première partie du livre consacrée à l'événement lui-même sous le titre « Violence coloniale et terreur d'État ». J. House, quant à lui, auteur d'une thèse sur l'antiracisme et le discours antiraciste français de 1900 à nos jours, a rédigé la seconde partie relative à la mémoire de l'événement. Le volume contient ainsi deux livres en un, qui reposent sur des corpus distincts et traitent de problématiques spécifiques – les unes événementielles, les autres mémorielles – pouvant intéresser des lecteurs de divers points de vue.

L'unité de l'ouvrage, cependant, est réelle : il s'agit de la mise au point la plus complète possible sur l'événement, son écho, les usages politiques auxquels il s'est prêté, et ce d'autant plus que les auteurs n'ont négligé aucun des travaux existant sur le sujet. L'ouvrage se présente ainsi comme une synthèse de l'historiographie, revue et enrichie par l'apport de sources primaires, dont les archives de la préfecture de police de Paris, celles du principal syndicat de police de l'époque, le Syndicat général de la police (SGP), et des entretiens.

Au total, les auteurs réussissent à débloquer une historiographie figée en deux camps autour des livres de Jean-Luc Einaudi et de Jean-Paul Brunet¹. Ces derniers avaient construit deux interprétations divergeant sur la désignation des responsables de la violence

(police ou Front de libération nationale ?), sur le nombre des victimes (300 pour l'un, quelques dizaines pour l'autre) et sur le rôle des Algériens, considérés soit comme des hommes engagés, conscients de leurs actes, soit comme de pauvres hères manipulés et contraints. Pour en sortir, il fallait élargir la focale chronologiquement en considérant l'ensemble de l'automne, resituer les violences de la répression dans la logique englobante du dispositif policier construit contre le FLN, et remettre en scène ceux qui, n'ayant pas produit d'archives, au contraire du FLN et de la préfecture de police, étaient absents de cette histoire : les Algériens. Ce sont ces partis pris fructueux que J. House et N. MacMaster ont mis en œuvre pour forger une interprétation nouvelle.

Le titre de la première partie en donne la substance ; il s'agit de postuler, d'une part, que les violences d'octobre 1961 sont des violences coloniales, au sens de violences importées des territoires coloniaux, et, d'autre part, qu'elles résultent d'une « terreur d'État » que N. MacMaster entend ainsi : « un instrument utilisé par un gouvernement pour contrôler le système politique et la société civile dans les limites de l'État-nation » (p. 29). L'origine coloniale des violences est attestée par la carrière de Maurice Papon, avec une insistance particulière sur son appartenance à la clientèle du radical René Mayer et, par cet intermédiaire, sa fidélité aux milieux les plus conservateurs de l'Algérie française. Ses affectations successives en Algérie, au Maroc, puis de nouveau en Algérie de 1956 à 1958 en ont fait un spécialiste de la répression de mouvements terroristes et insurrectionnels, qui doivent leur existence et leur survie au soutien de la population. C'est donc cette dernière qu'il faut contrôler pour arriver à étouffer de tels mouvements. Ces principes ont présidé à l'élaboration du dispositif policier parisien, à partir de l'arrivée de Papon à la préfecture de police en 1958, dispositif qu'avait déjà détaillé Linda Amiri² et qui se traduit, dans les faits, par un quadrillage serré des secteurs concentrant des Algériens et par leur harcèlement quotidien. L'apport du livre est alors de montrer que les violences de la répression le soir du 17 octobre n'ont rien d'un accident conjoncturel mais qu'elles résultent de la logique même de ce

dispositif qui prend les Algériens pour cible ; un dispositif, qui plus est, renforcé à partir de l'été 1961, lorsque les attentats du FLN ont pris une tournure aveugle contre des policiers. Ainsi se trouve étayée la thèse de la terreur d'État. Dans cette perspective, en effet, la violence de la répression découle d'une « prédisposition » des policiers, liée aux modalités de leur activité dans le cadre du dispositif élaboré sous l'égide de Papon : « une longue accoutumance aux brutalités racistes » (p. 169). C'est ici que le choix de considérer l'ensemble de l'automne prend toute sa pertinence.

Il en est de même pour le bilan. Car si, comme les auteurs l'annoncent d'emblée, ils n'ont pas réussi à évaluer précisément le nombre de morts au soir du 17 octobre, ils passent en revue toutes les données pour en conclure que, finalement, le total dépend de la période considérée. Les policiers n'ont pas tué le seul soir de la manifestation, au contraire. Cette répression apparaît comme un pic dans une période de violence redoublée. À la recherche des « tueurs » et de la composition des troupes mobilisées pour la répression de la manifestation, le livre creuse la piste de la responsabilité d'escadrons policiers agissant clandestinement, dont l'existence avait été évoquée par J.-P. Brunet et L. Amiri, puis finit par mettre en cause divers services spéciaux alors en activité. Il semble qu'il y aurait ici une piste de recherche pour continuer à faire progresser les connaissances sur les événements de cet automne 1961, tant l'historiographie sur la police parisienne reste déficitaire.

La seconde partie du livre débute par les réactions à l'époque même des faits pour montrer que les autorités n'ont pas eu à affronter de « scandale civique » – selon l'expression d'Alain Dewerpe³ – d'une ampleur aussi vaste et profonde que celui déclenché par Charonne. Les réactions, même si elles ont été nombreuses, ont surtout été fragmentées, isolées, locales, circonscrites à certains milieux. Rien d'étonnant dans un contexte où ce sont surtout la dénonciation de la torture et celle d'une menace fasciste pesant sur le régime qui motivaient l'opposition à la guerre. Les divisions de la gauche, en outre, se répercutaient sur ses capacités de réaction et favorisaient des interprétations divergentes de l'événement. J. House insiste enfin sur le fait que ni la

Fédération de France du FLN ni le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) n'ont cherché à mobiliser l'opinion française. Plus généralement, cette seconde partie conduit parallèlement des analyses côté français et algérien, pour témoigner que le silence a également été la règle de l'autre côté de la Méditerranée, pour des raisons liées à la position de la Fédération de France vis-à-vis du GPRA à l'époque des faits puis à celle de ses dirigeants vis-à-vis du pouvoir par la suite. En outre, le succès que le Mouvement national algérien (MNA) a connu au sein de l'émigration la rendait suspecte aux yeux du pouvoir algérien.

La période de silence va de la fin de la guerre au début des années 1980. En France, le souvenir de Charonne vient recouvrir les échos du 17 octobre, dont les morts restent sans visage. Pas d'obsèques, pas de deuil, pas de « théâtre funèbre » (A. Dewerpe) pour les inscrire dans la mémoire de la gauche. Mais que l'événement soit tu ne signifie pas qu'il soit oublié et J. House qualifie cette période comme étant celle de la « mémoire souterraine », celle pendant laquelle ceux qui connaissent l'événement et s'en souviennent le taisent. Les immigrés algériens, premiers témoins, ne sont pas tous restés en France ou bien ils ont tourné la page pour aller de l'avant, tandis que la résorption des bidonvilles a détruit les communautés. Les Français engagés dans le soutien au FLN sont gênés par l'évolution et les choix du pouvoir algérien après l'indépendance. Finalement, la transmission s'est réalisée au sein des milieux militants, au moment de mai 68, entre une nouvelle génération qui ignorait le 17 octobre 1961 et ceux qui l'avaient vécu. Cette « mémoire empruntée » par des militants qui n'ont pas connu directement l'événement a ensuite été transmise à des militants issus de l'immigration, qui l'auraient conservé jusqu'à la faire resurgir au début des années 1980. Ainsi, ce souvenir du 17 octobre 1961 par des enfants d'immigrés engagés dans la lutte contre le racisme ne tient pas à une transmission familiale mais à une transmission politique, au sein de mouvements d'extrême gauche.

À partir des années 1980, le 17 octobre est entré dans une phase de résurgence active en trois temps. D'abord, il est devenu un événe-

ment à caractère pédagogique pour le mouvement antiraciste français qui, du coup, gommait son inscription dans un contexte de guerre pour mettre en avant le racisme dont il témoigne et les violences auxquelles ce dernier peut conduire. Puis, à partir de 1991, avec les initiatives du collectif « Au nom de la mémoire » et la sortie du livre de J.-L. Einaudi, les revendications de reconnaissance ont porté leurs fruits pour donner lieu à une politique de réparation symbolique. Côté algérien, les vannes s'ouvraient après octobre 1988, lorsque les émeutes contraignirent le pouvoir à admettre l'expression de voix divergentes, permettant alors à la Fédération de France du FLN de se doter d'une association d'anciens combattants. Enfin, en 1997, le procès Papon a, par ricochet, entraîné la qualification de la répression comme étant un « massacre », un mot que J. House et N. MacMaster ont écarté tant il va à l'encontre de leur interprétation : « Le mot 'massacre' évoque en effet un événement isolé, explosif, survenu en un lieu et un moment unique, alors que nous avons affaire en réalité, comme ce livre le montre, à un cycle de violences et d'assassinats qui s'est étendu sur plusieurs semaines, sinon plusieurs mois » (p. 13). Aujourd'hui, pourtant, c'est cette version de l'événement comme un « massacre » que les moins de vingt ans connaissent.

SYLVIE THÉNAULT

1 - Jean-Luc EINAUDI, *La bataille de Paris, 17 octobre 1961*, Paris, Le Seuil, 1991 ; Jean-Paul BRUNET, *Police contre FLN, le drame d'octobre 1961*, Paris, Flammarion, 1999.

2 - Linda AMIRI, *La bataille de France. La guerre d'Algérie en métropole*, Paris, R. Laffont, 2004.

3 - Alain DEWERPE, *Charonne, 8 février 1962. Anthropologie historique d'un massacre d'État*, Paris, Gallimard, 2006.

Todd Shepard

The invention of decolonization: The Algerian War and the remaking of France

Ithaca, Cornell University Press, 2006, 288 p.

Le livre de Todd Shepard a pour objet la fin de la guerre d'Algérie, une période historique